



Commentaire trimestriel sur les marchés

Premier trimestre 2026

Recul des marchés financiers face aux tensions liées à la guerre au Moyen-Orient.

- Les actions mondiales, mesurées par l'indice MSCI Monde tous pays, ont reculé au premier trimestre 2026. La reprise observée dans les marchés au cours des deux premiers mois de la période, alimentée par l'optimisme suscité par des résultats d'entreprises relativement solides, a été contrebalancée par une baisse en mars, les investisseurs ayant dû faire face à de nombreuses périodes de volatilité et d'incertitude liées à la guerre au Moyen-Orient. Les marchés émergents ont enregistré de meilleurs résultats que les marchés développés au cours du trimestre.
- Les actifs à revenu fixe mondiaux, représentés par l'indice obligataire Bloomberg Global Aggregate, ont perdu du terrain au cours du mois. Les obligations canadiennes ont résisté à la tendance et ont terminé en légère hausse. Les rendements des bons du Trésor américain ont augmenté pour toutes les échéances de deux mois ou plus. (Les cours évoluent à l'inverse des rendements.)
- Le déclenchement des hostilités au Moyen-Orient constitue le plus récent défi pour les investisseurs et le marché dans son ensemble, alors que les craintes d'un conflit prolongé font planer les spectres de la stagflation, de la récession et d'un marché baissier.

Point de vue de SEI sur le marché canadien

L'économie canadienne se trouvait déjà dans une situation précaire avant le déclenchement du conflit armé dans le golfe Persique, la fermeture du détroit d'Ormuz et les perturbations de l'offre et des prix sur les marchés mondiaux des matières premières énergétiques et de leurs dérivés.

L'activité économique réelle s'est contractée au quatrième trimestre de 2025, et la croissance économique semblait extrêmement atone au début de l'année 2026. Il est important de noter que la diminution des stocks des entreprises a été un facteur clé de la faiblesse observée au quatrième trimestre et que la demande intérieure semblait en réalité solide. Toutefois, l'absence de reconstitution des stocks pourrait refléter un manque de confiance des entreprises, tandis que les marchés du travail ont montré des signes de faiblesse. Dans l'ensemble, le manque de vigueur des données économiques canadiennes a régulièrement surpris malgré un contexte mondial en amélioration.

À la fin du mois de février, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur au jour le jour, dans l'espoir que la croissance commence à s'accélérer à l'issue de son dernier cycle d'assouplissement, une perspective qui se reflétait dans les anticipations de marché concernant la politique de taux d'intérêt de la Banque du Canada. La décision de la Cour suprême des États-Unis contre les droits de douane du « Jour de la libération » de l'administration Trump, en vertu de la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux (*The International Emergency Economic Powers Act*), a également offert une lueur d'espoir, bien que l'administration s'efforce de trouver d'autres justifications juridiques pour ses droits de douane et que la renégociation en milieu d'année de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique se profile toujours à l'horizon.

En tant que grand producteur d'énergie et exportateur net, le Canada (à l'instar d'une grande partie de l'hémisphère occidental) est bien mieux protégé contre le choc du détroit d'Ormuz que les pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe. Il en va de même pour les pertes humaines et les dommages aux infrastructures découlant du conflit. Toutefois, étant donné que le pétrole brut et plusieurs produits de base connexes ont tendance à être soumis à la loi du prix unique, les entreprises et les consommateurs canadiens sont déjà contraints de faire face à une hausse des prix de l'essence et d'autres produits (le prix du gaz naturel constitue pour l'instant une exception bienvenue). Ces hausses de prix commenceront certainement à se répercuter sur l'inflation globale au cours des mois à venir et, si les pénuries d'approvisionnement persistent, ces pressions pourraient inverser une partie des progrès réalisés en matière d'inflation sous-jacente (qui exclut les prix plus volatils de l'énergie et des denrées alimentaires). Le risque de stagflation, soit une inflation plus élevée dans un contexte de croissance faible ou en perte de vitesse, place la Banque du Canada et de nombreuses autres banques centrales dans une position très difficile.

Lors de la dernière conférence de presse qui a suivi la réunion de politique monétaire de la Banque du Canada, le 18 mars, le gouverneur Tiff Macklem s'est montré très clair quant au niveau accru d'incertitude auquel est désormais confronté le Conseil de direction de la Banque du Canada. Il a fait remarquer que, bien que la hausse des prix de l'énergie se traduise par des conditions financières s'étaient resserrées et « les goulots d'étranglement causés par la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz pourraient aussi se répercuter sur l'approvisionnement en produits de base non énergétiques, comme les engrais... L'incertitude est grande. Le commerce et la situation géopolitique demeurent des zones d'ombre, et le conflit au Moyen-Orient a élargi l'éventail des issues possibles. » La Banque du Canada a déjà anticipé une inflation plus élevée et une croissance plus lente, et nous suivrons de près la mise à jour de son prochain Rapport sur la politique monétaire fin avril pour voir comment ses prévisions évoluent. Pour l'instant, les marchés parient que la Banque du Canada, à l'instar d'un certain nombre de ses homologues, sera contrainte de resserrer sa politique monétaire en 2026.

Les investisseurs canadiens peuvent-ils se raccrocher à une lueur d'espoir ? Nous en voyons quelques-unes, mais elles s'accompagnent de réserves importantes. Comme nous l'avons déjà mentionné, bien que le produit intérieur brut (PIB) se soit contracté au quatrième trimestre, la demande intérieure semblait suffisamment solide. Cependant, les récentes enquêtes de confiance auprès des consommateurs et du secteur des services se sont révélées particulièrement moroses. Heureusement, les enquêtes de confiance sont rarement un indicateur fiable de l'activité future.

Pour ce qui est du marché du travail, la hausse du chômage est presque entièrement imputable aux travailleurs de la tranche d'âge des 15 à 24 ans, et l'écart entre le taux de chômage des jeunes et celui des personnes âgées de 25 ans et plus se situait au 98^e percentile de sa distribution historique en février. Si un taux de chômage élevé chez les jeunes n'est pas une bonne chose, il n'est pas non plus nécessairement le signe d'une récession imminente, bien qu'il soit difficile de se prononcer sur la probabilité d'une récession en temps normal, cela l'est d'autant plus dans le contexte actuel marché par l'incertitude liée à la guerre et les tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. Il est encourageant de constater que le chômage chez les travailleurs adultes reste inférieur à sa moyenne à long terme.

Enfin, le dollar canadien s'est raisonnablement bien maintenu depuis le début des hostilités dans le golfe Persique. Comme le montre le Tableau 5, les fluctuations par rapport au dollar américain ont largement reflété les vulnérabilités des importateurs nets d'énergie, et le Canada est relativement à l'abri de ce phénomène.

Les actions canadiennes ont encore mieux résisté que le dollar canadien. Les indices S&P/TSX composé et TSX des petites capitalisations ont surperformé les grandes capitalisations américaines (telles que mesurées par l'indice S&P 500) depuis le choc du « Jour de la libération », il y a environ un an. La forte présence des secteurs des métaux, des mines et de l'énergie sur les marchés canadiens a clairement été favorable pour les portefeuilles des investisseurs.

Aussi difficiles que puissent paraître les perspectives relatives à l'économie, à l'inflation et aux taux d'intérêt, tout n'est pas noir. Malheureusement, les investisseurs et les décideurs politiques canadiens devront, à l'instar de leurs homologues à travers le monde, adopter une attitude attentiste face aux bouleversements actuels causés par le conflit entre l'Iran, Israël et les États-Unis. Ce conflit a certes accru le risque d'une inflation plus élevée et d'un ralentissement de la croissance à court terme. Mais de nombreux scénarios très différents restent envisageables, et il est impossible d'évaluer la probabilité de chacun d'entre eux avec un degré de certitude élevé.

S'il est compréhensible que les réactions émotionnelles face aux événements géopolitiques soient difficiles à maîtriser, le fait de détenir un portefeuille diversifié, bien adapté à ses objectifs et à sa situation, reste tout à fait à la portée de chaque investisseur. Pour l'instant, le meilleur conseil que nous puissions vous donner est de vous accrocher : 2026 pourrait être une autre année intéressante au sein d'une décennie très intéressante.

Point de vue de SEI sur le marché mondial

Le déclenchement des hostilités au Moyen-Orient constitue le plus récent test pour les investisseurs et le marché dans son ensemble, alors que les craintes d'un conflit prolongé font planer les spectres de la stagflation, de la récession et d'un marché baissier. La probabilité de tous ces scénarios s'est manifestement accrue, car les perturbations de l'approvisionnement en pétrole, en engrais, en hélium et en autres matières premières essentielles étendent la portée de ce conflit bien au-delà du secteur énergétique pour toucher d'autres secteurs cruciaux de l'économie mondiale, dont l'agriculture et la production de semi-conducteurs.

Si cette guerre a débuté comme un conflit entre les États-Unis, Israël et l'Iran, la décision du régime iranien de prendre pour cible ses voisins du Golfe dans le cadre de frappes de représailles, ainsi que le rôle vital que joue le détroit d'Ormuz dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment en Asie, souligne qu'il est dans l'intérêt de la majorité des pays du monde de parvenir à un règlement le plus tôt possible. Plus le détroit restera fermé longtemps, plus le risque de conséquences négatives pour les marchés et l'économie sera élevé, car l'ampleur totale des perturbations de l'approvisionnement est nettement supérieure à celle de tout conflit antérieur dans la région. De plus, les frappes ciblées contre les infrastructures à travers le Moyen-Orient constituent un autre facteur imprévisible susceptible d'étendre les conséquences de cette guerre bien au-delà de toute fin officielle des hostilités, car le rétablissement de l'approvisionnement prendra tout simplement du temps.

Malgré tous ces défis, une résolution à court terme constitue toujours notre scénario de bas, ce qui laisse penser que cette économie mondiale résiliente évitera une récession. Il convient notamment de noter que le monde est aujourd'hui nettement moins dépendant de l'énergie qu'il ne l'était lors des conflits précédents. En effet, il faut aujourd'hui environ deux fois moins de pétrole pour produire 1000 dollars de produit intérieur brut (PIB) par rapport à la première guerre du Golfe. En revanche, le rôle extrêmement critique du détroit d'Ormuz dans l'économie mondiale ne doit pas être sous-estimé. Ce détroit relativement peu large assure le transit de 20 % des approvisionnements mondiaux en pétrole et est soumis aux caprices du régime iranien depuis 47 ans. La fragilité de cette situation est, pour être franc, intenable, et une résolution de ce conflit, qui permettrait notamment à l'économie mondiale de ne plus être prise en otage par les chocs d'approvisionnement potentiels d'un acteur hostile, constituerait un résultat extrêmement positif.

Nous restons optimistes dans nos perspectives sur les actions, compte tenu de notre point de vue actuel, notamment d'une résolution à court terme du conflit et de la résilience persistante de l'économie et des bénéfices des entreprises. Nous continuons de privilégier la gestion active, compte tenu de la situation instable au Moyen-Orient et de la dispersion accrue des cours boursiers. Nous mettons particulièrement l'accent sur une approche axée sur la valeur et tablons sur une surperformance continue jusqu'à la fin de l'année. De plus, nous continuons de trouver les marchés émergents particulièrement intéressants en fonction des valorisations et de l'effet de levier global par rapport à une économie mondiale que nous estimons toujours en croissance. Parallèlement, les tensions actuelles suscitent le plus d'inquiétudes en Europe, compte tenu de l'impact économique potentiellement disproportionné de la hausse des coûts énergétiques.

Les marchés des titres à revenu fixe ont été particulièrement volatils en mars, les rendements à court terme ayant chuté de manière spectaculaire en raison des craintes inflationnistes liées à la hausse des prix de l'énergie et des anticipations d'un resserrement de la politique monétaire. Au début de l'année, les marchés américains tablaient sur deux baisses de taux d'intérêt en 2026, qui sont désormais totalement exclues des prévisions. Ailleurs, les investisseurs s'attendent désormais à plusieurs hausses de taux, notamment de la part de la Banque d'Angleterre et de la Banque centrale européenne. Nous estimons que l'ampleur de ce mouvement des rendements est quelque peu exagérée, car les responsables de la politique monétaire ne manqueront pas de constater que des taux au jour le jour plus élevés ne permettront pas de rouvrir le détroit d'Ormuz. Néanmoins, avec une inflation supérieure à la plupart des objectifs et en hausse, nous nous attendons à ce que la plupart des banques centrales adoptent une position plus restrictive à court terme. Les rendements à deux ans semblent attractifs à ces niveaux, en particulier aux États-Unis.

Les marchés du crédit ont continué à assimiler les inquiétudes liées au crédit privé, les sociétés de logiciels étant devenues les dernières « coquerelles » à faire surface. Les écarts de taux dans ce secteur se sont creusés, l'avenir du logiciel dans un monde dominé par l'IA étant remis en question. La fermeture de quelques fonds de crédit privé de détail très en vue a également fait la une des journaux au cours du trimestre, les investisseurs se précipitant vers la sortie. Bien que nous estimions que le crédit privé doit subir une correction, nous sommes convaincus que celle-ci sera relativement isolée. Nous ne voyons tout simplement pas de contagion systémique dans cette situation ni de reflet de l'endettement et de l'ampleur observés lors de la crise financière mondiale. Par conséquent, tout en conservant notre position défensive sur les marchés du crédit, nous sommes impatients de tirer parti des occasions offertes par cet élargissement général des écarts.

L'exposition aux matières premières a constitué un point fort du trimestre, les indices élargis ayant clôturé la période en hausse de près de 25 %. Si le secteur de l'énergie a été le principal moteur de cette remontée, l'agriculture (notamment le blé et le soja) et les métaux (notamment l'aluminium) ont tous enregistré des hausses substantielles au cours du trimestre. Les métaux précieux affichent une performance positive depuis le début de l'année, mais ont souffert en mars, le momentum de l'or et de l'argent s'étant inversé de manière spectaculaire. Les matières premières ont constitué une position stratégique et tactique clé, et nous restons optimistes quant à une exposition globale. Bien que nous estimions probable une fin du conflit à court terme, la fermeture du détroit et les dommages causés aux infrastructures ne peuvent être réparés immédiatement ; par conséquent, nous prévoyons que les prix de l'énergie resteront élevés en 2026 après la guerre. De plus, nous estimons que la correction de l'or semble exagérée, car nous anticipons une reprise de la demande tant de la part des investisseurs que des banques centrales.

Données économiques (à moins d'indications contraires, données provenant de Bloomberg)

- Selon Statistique Canada, les prix à la consommation (mesurés par la variation de l'indice des prix à la consommation [IPC]) ont augmenté respectivement de 0,5 % et de 1,8 % pour le mois et l'année terminés en février. Le ralentissement de l'inflation annuelle est en grande partie attribuable à la fin progressive de l'allègement fiscal lié à la TPS/TVH, qui a pris fin le 15 février 2025. Les prix à la production ont augmenté de 0,4 % et de 0,6 % en février pour l'indice des prix des produits industriels (IPPI) et l'indice des prix des matières premières (RMPI), respectivement. Les hausses de prix en glissement annuel ont été soutenues, s'élevant respectivement à 5,4 % et 8,6 % pour l'IPPI et le RMPI. La hausse des coûts des produits énergétiques bruts a entraîné les prix à court terme, tandis que les prix des métaux sont restés nettement plus élevés qu'il y a un an. L'Enquête sur la population active a révélé que la situation de l'emploi avait peu évolué en mars. L'économie n'a créé que 14 000 emplois au cours du mois, et le taux de chômage est resté stable à 6,7 %.
- Le département du Travail a indiqué que l'indice des prix à la consommation (IPC) avait progressé de 0,3 % en février. Les prix du fioul et du gaz ont bondi respectivement de 11,0 % et 3,1 % au cours du mois, tandis que ceux de l'électricité ont reculé de 0,7 %. L'IPC a augmenté de 2,4 % en glissement annuel en février, ce qui est identique aux données de janvier et conforme aux prévisions. Les coûts du gaz et du fioul ont augmenté respectivement de 10,9 % et 6,2 % au cours des douze derniers mois. À l'inverse, les prix de l'essence ont baissé de 5,6 %. L'inflation sous-jacente, mesurée par l'IPC hors alimentation et énergie, a progressé de 2,5 % en glissement annuel en février, un chiffre inchangé par rapport à janvier et conforme aux prévisions. Les coûts des services de soins médicaux et du logement ont augmenté respectivement de 4,1 % et 3,0 % au cours des douze derniers mois, tandis que les prix des voitures et camions d'occasion ont baissé de 3,2 %. Selon la deuxième estimation du département du Commerce, le produit intérieur brut (PIB) américain a progressé à un taux annuel de 0,7 % au quatrième trimestre 2025, en forte baisse par rapport à la hausse de 4,4 % enregistrée au troisième trimestre et à l'estimation initiale du gouvernement, qui tablait sur une augmentation de 1,4 %. L'économie a progressé de 2,1 % pour l'année civile 2025, soit une baisse par rapport au taux de croissance de 2,8 % enregistré en 2024. La hausse du PIB au quatrième trimestre est principalement attribuable à la reprise des dépenses de consommation et des investissements fixes non résidentiels (achats d'équipements et de logiciels, ainsi que de structures non résidentielles). À l'inverse, les dépenses du gouvernement fédéral et les exportations ont reculé au cours du trimestre. Le ralentissement du taux de croissance du PIB au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent s'explique principalement par la baisse des exportations et des dépenses du gouvernement fédéral, ainsi que par un ralentissement des dépenses de consommation.
- Selon l'Office des statistiques nationales (ONS), l'inflation au Royaume-Uni, mesurée par l'IPC, a augmenté de 0,4 % en février, ce qui représente un revirement significatif par rapport à la baisse de 0,5 % enregistrée en janvier. Les prix des meubles et des articles ménagers, ainsi que ceux des restaurants et des hôtels, ont affiché les hausses les plus importantes au cours du mois. Cependant, les coûts liés à l'alcool et au tabac, aux loisirs et à la culture, ainsi qu'aux communications, sont restés pratiquement stables. L'IPC a progressé à un taux annuel de 3,0 % en février, égalant la hausse en glissement annuel enregistrée en janvier. Les coûts de l'éducation, du logement et des services aux ménages, ont augmenté respectivement de 5,1 %, 4,6 % et 4,3 % au cours des douze derniers mois. À l'inverse, les prix des meubles et des articles ménagers n'ont augmenté que de 0,1 % en glissement annuel. L'inflation sous-jacente, représentée par l'IPC hors énergie, alimentation, alcool et tabac, a augmenté de 3,4 % au cours des 12 derniers mois, contre une hausse annuelle de 3,1 % en janvier.¹ L'ONS a également annoncé que le PIB britannique avait légèrement progressé de 0,1 % au quatrième trimestre 2025, un taux de croissance identique à celui du troisième trimestre. La production dans le secteur manufacturier a augmenté de 1,2 % au cours du trimestre, tandis que celle du secteur de la construction a diminué de 2,0 % et que celle du secteur des services est restée stable.²
- Eurostat a estimé l'inflation de la zone euro à 2,5 % pour la période de douze mois s'achevant en mars, un chiffre nettement supérieur à la hausse annuelle de 1,9 % enregistrée en février. Les coûts dans le secteur des services ont augmenté de 3,2 % en glissement annuel en mars, un chiffre inchangé par rapport à la hausse annuelle sur 12 mois enregistrée en février. Les prix de l'énergie ont grimpé de 4,9 % par rapport à la même période en 2025, en forte hausse par rapport à la baisse annuelle de 3,1 % observée en février, et les prix des denrées alimentaires non transformées ont augmenté de 4,1 % en glissement annuel en mars.³ Selon la deuxième estimation d'Eurostat, le PIB de la zone euro a légèrement progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2025 — en légère baisse par rapport au taux de croissance de 0,3 % enregistré au troisième trimestre de cette année — et a augmenté de 1,4 % pour l'année civile 2025. Les économies de Malte, de la Lituanie, de Chypre et de la Croatie ont affiché les meilleures performances au quatrième trimestre, avec une croissance de 2,1 %, 1,7 %, 1,4 % et 1,4 % respectivement. En revanche, le PIB de l'Irlande et de la Roumanie s'est contracté de 3,8 % et 1,9 % respectivement au cours du trimestre.⁴

Données indicielles (premier trimestre 2026, en \$ CA)

- L'indice composé S&P/TSX a augmenté de 3,94 %.
- L'indice obligataire global universel Canada FTSE TMX a enregistré une légère hausse de 0,23 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a reculé de 2,60 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a enregistré une baisse de 1,45 %.
- L'indice ICE BofAML U.S. High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit -0,97 % (couvert) et 1,25 % (non couvert).
- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a connu une hausse significative, passant de 14,95 à plus de 31 fin mars, son niveau le plus élevé depuis l'annonce des droits de douane dits du « Jour de la libération » début avril 2025, avant de s'établir à 25,25 à la fin du trimestre.
- Les cours du pétrole brut WTI à Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, ont bondi de près de 77 %, passant de 57,42 \$ US à 101,38 \$ US le baril à la fin du trimestre, les prix ayant nettement augmenté et subi une forte volatilité en raison du conflit au Moyen-Orient.
- Le dollar canadien s'est affaibli pour s'établir à 1,40 \$ CA par dollar américain. Le dollar américain s'est raffermi par rapport aux autres grandes devises mondiales. Il a terminé le mois de mars à 1,15 \$ US contre l'euro, à 1,32 \$ US contre la livre sterling et à 159,90 yens.

Glossaire et définitions des indices

Pour les définitions des termes financiers et des indices, veuillez consulter : <https://www.sei.com/ent/imu-communications-financial-glossary>

Renseignements importants

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive de SEI Investments Company, est le gestionnaire des fonds de placement et le gestionnaire de portefeuille des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et d'éducation uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Les déclarations qui ne sont pas de nature factuelle, dont les opinions, les projections et les estimations, supposent certaines conditions économiques et évolutions des secteurs, et ne constituent que des opinions actuelles qui peuvent être modifiées sans préavis. Rien dans le présent document n'est destiné à être une prévision d'événement futur ni une garantie de résultats futurs.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes ou autres sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, Société de placements SEI Canada ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières pourraient changer sans préavis. Les sources comprennent Bloomberg, FactSet, MorningStar, la Banque du Canada, la Réserve fédérale, Statistique Canada et BlackRock. Toutes les données sont au 31 mars 2026 à moins d'indications contraires.

L'investissement comporte des risques, dont le risque de perte en capital. La diversification peut ne pas offrir de protection contre le risque lié au marché. Par ailleurs, d'autres titres non mentionnés peuvent comporter des risques spécifiques. En plus des risques habituels associés à l'investissement, les placements internationaux peuvent comporter des risques de pertes en capital découlant de fluctuations défavorables de la valeur des devises, de divergences dans les principes comptables généralement reconnus ou de l'instabilité politique ou économique dans d'autres pays. Les marchés émergents présentent des risques accrus découlant des mêmes facteurs, en plus de ceux associés à leur faible taille et à leur faible liquidité. Les obligations et les fonds obligataires perdent pour leur part de la valeur quand les taux d'intérêt montent.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement. Les rendements passés ne sont pas garants des rendements futurs.

Des commissions, frais de courtage, frais de gestion et autres frais peuvent être associés aux fonds communs de placement. Veuillez lire le prospectus avant d'investir. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leurs valeurs fluctuent fréquemment et leurs rendements passés pourraient ne pas se reproduire.

¹ Selon l'ONS. 25 mars 2026.

² Selon l'ONS. 31 mars 2026.

³ Selon Eurostat. 31 mars 2026.

⁴ Selon Eurostat. 6 mars 2026.